

MALAISIE : FICHE PAYS – JANVIER 2025

Catégorie OCDE (2025) : 2/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : A- / A3 / BBB+

Change : Ringgit malais (MYR) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

FORCES

- Economie diversifiée
- Forte participation aux échanges internationaux
- Importante consommation des ménages
- Niveau de vie relativement élevé

FAIBLESSES

- Endettement privé très élevé
- Recettes budgétaires relativement faibles
- Environnement politique mouvementé
- Tensions ethniques et religieuses

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : La croissance malaisienne resterait soutenue en 2025 (proche de +4,7 %), portée notamment par la demande interne. Très intégrée dans les chaînes de valeur internationales, la Malaisie reste exposée aux aléas du commerce international en 2025 (ralentissement chinois, risques protectionnistes). A moyen terme, le pays présente des perspectives favorables et entend renforcer son potentiel dans les industries à haute valeur ajoutée.
- Vulnérabilité des comptes publics : Post crise sanitaire, le pays a opéré une réduction progressive de son déficit public (-3,6 % du PIB en 2024 selon le FMI). Stimuler les recettes semble nécessaire pour passer le déficit sous le seuil de -3 % du PIB visé par les autorités à moyen terme. Le risque souverain reste maîtrisable, au vu de la structure de la dette publique (68 % du PIB).
- Vulnérabilité extérieure : Les exportations malaisiennes sont diversifiées et garantissent au pays un excédent courant structurel. Elles ont notamment bénéficié du cycle de recomposition des stocks de biens électroniques en 2024. La Malaisie pourrait profiter de la stratégie « Chine+1 » pour attirer des IDE et renforcer son potentiel à l'export. La Banque centrale continuerait d'opérer avec vigilance pour limiter la volatilité du Ringgit face à l'USD et ainsi limiter le risque de change, auquel la dette externe semble exposée. Les réserves de change sont confortables et couvrent plus de 100 % de la dette externe de court terme à ce stade.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le système bancaire repose sur des fondamentaux solides et en amélioration. Si l'endettement du secteur privé est élevé (158 % du PIB), des actifs importants limitent le risque de contrepartie pour le secteur bancaire. Les ratios de prêts non performants sont restés faibles (1,6 %) malgré la hausse des taux d'intérêt depuis 2022.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : La stabilité politique semble de retour depuis fin 2022, avec néanmoins des coalitions et alliances à la tête du pays aux intérêts parfois divergents, avec notamment des rivalités (ethniques, religieuses) sources de tensions. La Malaisie poursuit son pragmatisme dans ses relations diplomatiques et consolident ses liens (Asie, Etats-Unis, Europe).
- Climat des affaires : La Malaisie dispose d'un cadre réglementaire favorable aux investissements.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le risque physique est modéré en Malaisie, avec toutefois des vulnérabilités (eau, sécurité alimentaire). Malgré une hausse rapide au cours de la décennie de la part des énergies renouvelables dans le mix électrique, la spécialisation du pays dans les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) présente un risque de transition non négligeable.

STRUCTURE DES ÉCHANGES**Principaux partenaires commerciaux + France**

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2019 et 2023 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Singapour	14,6%	1 Chine	21,5%
2 Chine	14,6%	2 Singapour	10,5%
3 Etats-Unis	10,6%	3 Etats-Unis	8,2%
4 Hong Kong	6,5%	4 Taïwan	7,1%
25 France	0,6%	19 France	0,9%

Sources : ITC

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2023 (% du total)

Exportations		Importations	
Equipements électriques	38,1%	Equipements élect.	27,4%
Combustibles	16,5%	Combustibles	19,1%
Machines mécaniques	7,7%	Machines mécaniques	9,5%
Huiles	5,4%	Plastiques	3,2%
Appareils optiques	4,4%	Automobiles	3,1%

Sources : ITC

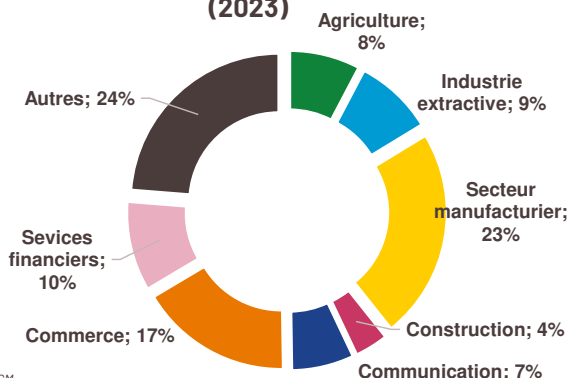


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MALAISIE	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	374	408	400	440	488	522
Rang PIB mondial	39	36	36	35	35	36
Population (Mns)	32,6	32,7	33,1	33,5	33,9	34,2
Rang Population mondiale	46	47	47	48	48	48
PIB / habitant (USD)	11 474	12 483	12 091	13 142	14 423	15 255
Croissance PIB (%)**	3,3	8,9	3,6	5,0	4,7	4,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,5	3,4	2,5	2,8	2,5	2,2
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	70,3	66,7	68,4	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	69,2	65,5	69,8	68,4	68,1	68,2
Solde public (% PIB)	-6,0	-4,8	-4,6	-3,6	-3,5	-3,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.):**	11,8	10,6	12,1	12,9	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	3,9%	3,2%	1,5%	2,6%	2,8%	2,9%
IDE (% du PIB)	2,0%	0,8%	NA	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	6,2	5,0	6,0	4,8	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)***	70%	64%	68%	NA	NA	NA
Dette extérieure CT (% PIB)***	26%	26%	28%	NA	NA	NA
Taux de change***	4,2	4,4	4,6	4,6	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	18,4	19,0	19,4	NA	NA	NA
Taux de NPL ***	1,7	1,7	1,7	NA	NA	NA
ROE	7,6	9,8	10,1	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	84	82	80	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	30	25	25	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	49	51	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO Octobre 2024), *Banque Mondiale, **BMI Fitch Ratings, ***NBM, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Malaisie: Part des secteurs dans le PIB
(2023)



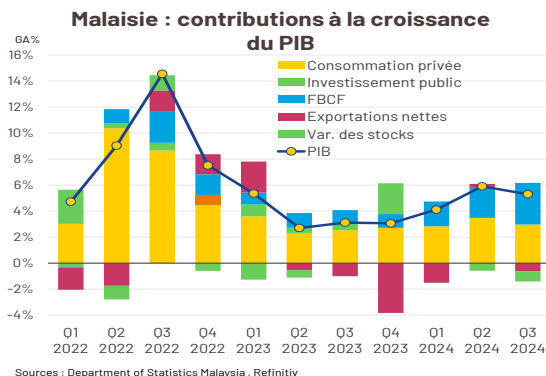
Source: DOSM



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Rebond de l'activité en 2024

Marquée par la crise sanitaire (-5,5 % en moyenne annuelle en 2020 puis reprise décevante en 2021 (+3,1 %)), l'économie malaisienne a connu un fort rebond en 2022 (+8,9 %). En 2023, l'activité a ralenti (+3,6 %) du fait de l'impact sur la demande interne du resserrement des conditions de financement¹ et du repli des exportations².



En 2024, la croissance du PIB devrait avoisiner +5 %. La consommation privée a bénéficié de la dynamique positive du marché du travail et a contribué à la vigueur de l'activité du secteur des services (+5,3 % en g.a sur les trois premiers trimestres). L'investissement s'est redressé, tiré par les projets d'infrastructures dans la sphère publique (routes, ferroviaires) et dans le secteur du digital (*data center* dans l'Etat de Johor) et les machines et biens d'équipement côté privé. Ce redressement a particulièrement profité au secteur de la construction (+16,2 % en g.a sur les trois premiers trimestres) et au secteur manufacturier (+4,1 %). Après une année de contraction, les exportations enregistrent un rebond (composants électroniques, tourisme).

• Vers une croissance en ralentissement mais encore soutenue en 2025

Les instituts de prévisions tablent sur une croissance comprise entre +4,4 % et +4,8 % pour 2025, soit une décélération par rapport à 2024.

La consommation privée resterait le principal moteur de la croissance, le pouvoir d'achat de la population bénéficiant de la revalorisation des salaires publics de +13 % entre décembre 2024 et le T1 2025. En revanche, elle ne bénéficiera probablement pas d'une baisse des taux d'intérêt, avec une Banque centrale (NBM) prudente. La NBM maintiendra probablement ses taux d'intérêt dans la perspective i) d'une légère hausse de l'inflation, en lien avec la rationalisation des subventions de carburants et ii) de la volonté de soutenir le Ringgit (cf. Partie 3). L'investissement resterait soutenu, en lien avec le prolongement des projets d'infrastructures et des

retombées potentielles du dispositif d'incitations fiscales qui boosterait les investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur de l'industrie verte et de hautes technologies (cf. partie suivante).

La décélération attendue de l'économie chinoise constitue une menace. Le ralentissement aurait des effets directs sur les relations bilatérales (exportations de biens électriques et électroniques, d'huile de palme, de métaux, tourisme) et / ou indirects au vu de l'impact de la Chine sur la Zone Asie, qui capte près de 70 % des exportations malaisiennes, voire sur l'évolution des prix des matières premières³. Par ailleurs, le cycle mondial de reconstitution des stocks de composants électroniques⁴, dont a profité la Malaisie au S2 2024, pourrait être contrarié par la montée du protectionnisme américain d'une part et par les sanctions des Etats-Unis concernant les ventes de puces électroniques à la Chine d'autre part. Dans un tel contexte, la contribution des exportations nettes devrait se réduire en 2025.

• Un secteur bancaire solide

L'endettement élevé des entreprises et des ménages (158 % du PIB au S1 2024) constituait une source d'inquiétude pour le secteur bancaire pré phase de hausses des taux en 2022. Cependant, le taux de prêts non performants s'est stabilisé (1,6 % seulement au S1 2024) et le ratio moyen de couverture des intérêts s'est même redressé en 2024. Que cela soit du côté des entreprises ou des ménages, les actifs financiers couvrent plus de 100 % du passif, ce qui réduit les risques. Par ailleurs, le secteur bancaire affiche des fondamentaux solides (solvabilité, liquidité, rentabilité). Si les banques ont eu davantage recours à des financements externes ces dernières années, cela correspond majoritairement à de la dette intra-groupe et de maturité longue.

• Perspectives à moyen terme

Le FMI table sur une croissance dynamique à moyen terme (+4 %/an en moyenne d'ici 2029) et malgré le retard pris à cause de la crise sanitaire, le pays ambitionne d'atteindre le statut de pays à revenu élevé d'ici 2028.

La Malaisie est très bien positionnée en aval des chaînes de valeur internationales dans le secteur électronique, avec une part de marché à l'export de 13 % pour les semi-conducteurs en phase d'assemblage, de testing et de packaging. Son intégration reste néanmoins faible en aval. Un programme a été lancé (New Industrial Masterplan 2030) afin de renforcer son potentiel dans ce domaine et développer les secteurs des technologies vertes à haute valeur ajoutée. Une partie du programme repose sur des programmes de formation pour répondre à la pénurie actuelle de mains d'œuvre dans ces secteurs. La Malaisie a déjà créé depuis 2020 des zones

¹ Hausse du taux directeur de +125 ppb entre 2022 et 2023 et redressement des taux de rendement pour les détenteurs de comptes d'investissement (ROIAH), conformes à la finance islamique.

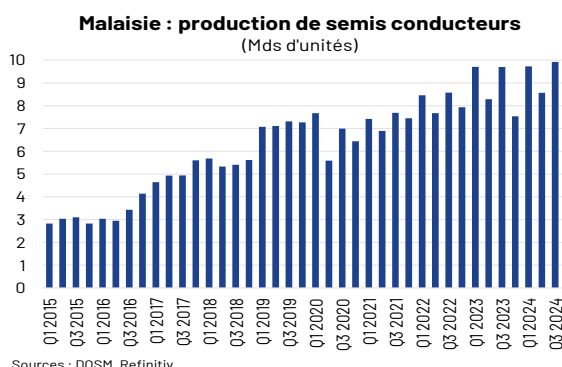
² La Malaisie se caractérise par un poids plus élevé des exportations (70 % du PIB) par rapport à la consommation privée (57 %).

³ Les hydrocarbures représentent par exemple près de 16 % des exportations totales.

⁴ L'industrie des composants électriques et électroniques représentent 7 % du PIB et 38 % des exportations totales du pays.



économiques spéciales pour héberger ce type d'activité (logiciels, semi-conducteurs) et ajuste par ailleurs son cadre réglementaire pour attirer des investisseurs étrangers (digitalisation des procédures administratives, incitations fiscales, aides financières pour les start-ups, etc.). De plus, fort d'un climat des affaires de qualité⁵, la Malaisie semble bien positionnée dans la région pour attirer des IDE, tant américains (engagements de Microsoft et Google) que chinois, dans le cadre de la stratégie « Chine+1⁶ ».



Contrairement à d'autres pays de l'ASEAN5, la Malaisie n'a pas profité des tensions commerciales sino-américaines pour augmenter ses parts de marché à l'export aux Etats-Unis (contrairement au Viet Nam par exemple). En revanche, le Partenariat régional économique global (RCEP), signé par 15 pays d'Asie et du Pacifique, constitue une opportunité pour stimuler les échanges commerciaux.

Deux principaux facteurs pourraient peser à moyen terme sur le renforcement souhaité par les autorités de la consommation privée : le niveau élevé d'endettement des ménages (69 % du PIB) et les inégalités élevées (le coefficient de Gini du pays est de 40,4 %, seules les Philippines font pire en ASEAN5 et le taux de pauvreté atteint 6 % au niveau national et 12 % parmi les populations rurales⁷).

2. FINANCES PUBLIQUES

Le fort soutien public pour faire face à la crise sanitaire a mené à une hausse de l'endettement public de près de 12 pts de PIB par rapport à 2019 et à une révision du plafond de la dette gouvernementale de 55 % du PIB à 65 % du PIB. Depuis 2022, les autorités s'attendent à réduire le déficit public, qui serait aux environs de -3,5 % du PIB en moyenne en 2024 et 2025 selon le FMI.

En 2025, selon le Budget qui a été voté, les postes de dépenses qui augmenteraient le plus concerneraient la masse salariale et le service de la dette, contrairement aux subventions et aides sociales qui se stabiliseraient⁸. Les recettes progresseraient plus rapidement, en lien avec l'élargissement de la base fiscale (taxes sur les biens et services (SST), taxe de 2 % sur les dividendes

supérieurs à 23 000 USD/an). Afin d'effectuer un meilleur contrôle des engagements de l'Etat, une politique de réduction de prêts bénéficiant de garanties publiques a été mise en place⁹. La baisse de la contribution des recettes pétrolières (18 % du total récemment contre près du tiers au début des années 2010) nécessite de générer de nouvelles sources de recettes fiscales, au risque de ne pas ramener le déficit public sous -3 % du PIB. Malgré cet objectif, les autorités ne comptent pas réintroduire à ce stade les taxes sur les biens et services (GST), supprimées en 2018 et dont la substitution par le SST ne permet pas de générer un montant de recettes similaire. Le faible poids de l'économie formelle (29,3 % du PIB selon le FMI) constitue également un frein à la hausse des recettes.

La dette publique s'élève à près de 68 % du PIB selon le FMI. Elle est détenue à 72 % par des créanciers domestiques, la part en devises étrangères est négligeable et présente une maturité moyenne longue (6,7 ans pour la dette obligataire), limitant ainsi fortement le risque de change et le risque de refinancement.

3. POSITION EXTÉRIEURE

• Excédent courant structurel

Lorsque les prix des matières premières sont élevés (pétrole, gaz, huile de palmes, aluminium, fer), la balance commerciale génère d'importants excédents. La diversification des exportations de biens (cf. tableaux en première page) permet toutefois à la Malaisie d'être moins sensible que d'autres pays exportateurs de matières premières à la volatilité des cours et ainsi de dégager un excédent commercial structurel.

En 2024, fort de la dynamique des exportations de semi-conducteurs et du redressement du tourisme, l'excédent courant atteindrait +2,6 % du PIB selon le FMI. Une forte hausse des expéditions de composants électriques et électroniques concentrée au T1 2025 pourrait être observée en prévision d'un potentiel changement de politique commerciale américaine (cf. Partie 1).

Les investissements massifs pour développer certains secteurs (cf. Partie 1) offriront de nouveaux débouchés à l'export à moyen terme, notamment dans l'industrie automobile (batteries électriques et autres composants) et de l'électronique. En revanche, l'adoption par l'Union Européenne de nouvelles normes environnementales (en lien avec les déforestations) constitue une menace pour les exportations d'huile de palme (l'UE représente près de 11 % des exports).

• Volatilité du Ringgit

La dette externe tend à diminuer en 2024 (63 % du PIB au T3). Si la part à court terme progresse et atteint 42 % du total, elle concerne principalement le secteur bancaire dont les paramètres robustes tempèrent le degré de

⁵ Le pays se classait 12^e au rang Doing Business en 2020.

⁶ Cette stratégie consiste pour les entreprises à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement en ajoutant un pays supplémentaire à la Chine pour réduire les risques liés à une exposition directe à ce pays.

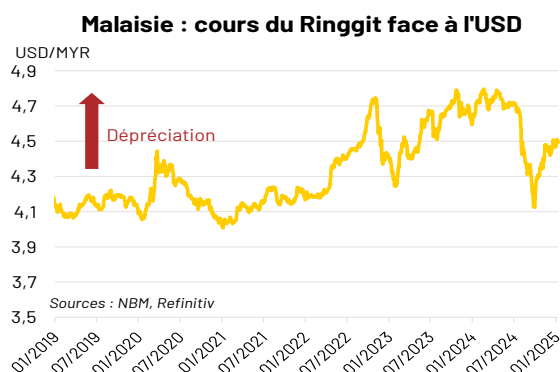
⁷ Un revenu inférieur à 2 600 MYR/ mois (environ 565 USD).

⁸ substitution de subventions sur le carburant à des aides plus ciblées sur les populations vulnérables.

⁹ 17,5 % du PIB fin 2023, -3,5 pts par rapport au pic de 2020



risque¹⁰ (cf. Partie 1). Près de 66 % de la dette externe est libellée en devises, ce qui représente un risque de change non négligeable, notamment quand le Ringgit perd de la valeur face à l'USD. La Malaisie peut néanmoins s'appuyer sur ses réserves de change (4,8 mois d'importations fin 2024 selon la NBM), qui couvrent 110 % de la dette externe de court terme.



Des perspectives de croissance favorables, un excédent courant structurel et des flux d'IDE entrants en hausse ne protègent pas nécessairement le Ringgit d'une forte volatilité face à l'USD. A l'instar des autres principales devises asiatiques, le Ringgit a souffert au T4 2024 du calendrier décalé de la Fed, prudente avant de diminuer ses taux directeurs, engendrant pour le Ringgit une perte de près de -6 % de sa valeur face à l'USD. Pour se prémunir contre ce type d'évènement et se préparer à l'éventualité d'un dollar fort en 2025, la NBM maintiendrait ses taux directeurs inchangés au S1 2025, afin de bénéficier de la réduction du différentiel de taux par rapport aux Etats-Unis, ce qui préserverait en principe la valeur du Ringgit.

4. ASPECTS POLITIQUES

• Vers plus de stabilité sur la scène politique ?

Après une période de tourmente entre 2018 et 2022, avec la succession de plusieurs coalitions à la tête du pays, le pays a retrouvé davantage de stabilité sur la scène politique post élections de novembre 2022. Le gouvernement actuel, mené par le Premier Ministre A. Ibrahim, est composé d'une alliance de deux principales coalitions (Pakatan Harapan, dont est issu le A. Ibrahim et le Barisan Nasional, dont le principal parti UNMO a été à la tête du pays entre 1957 et 2018) qui dispose de près des deux tiers des sièges à l'Assemblée. Une loi votée en 2023 interdit les changements de parti des membres du Parlement et devrait en principe contribuer à une plus grande stabilité politique.

Le pays connaît des tensions ethniques et religieuses non négligeables, ce qui explique en partie la montée en

puissance de partis islamistes ces dernières années au sein de l'opposition, avec la coalition Perikatan Nasional. Pour préserver la coalition au pouvoir, de nombreux compromis sont concédés, notamment concernant les avantages accordés à l'ethnie malaise¹¹ revendiqués par le Barisan Nasional.

• Pragmatisme dans les relations internationales

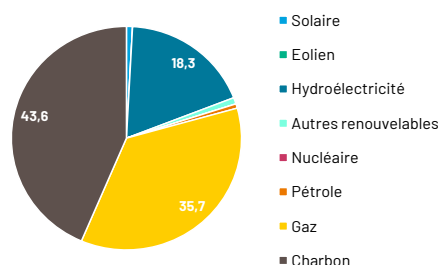
La Malaisie promeut la coopération au sein de l'ASEAN (transports, digitalisation, énergies renouvelables). Si elle entretient de relations économiques profondes avec la Chine, les inquiétudes concernant la position chinoise en Mer de Chine Méridionale amènent la Malaisie à se rapprocher du Japon et des Etats-Unis sur les problématiques de sécurité maritime. Une reprise des négociations est attendue avec l'UE pour aboutir à moyen terme à un accord de libre-échange. Par ailleurs, la Malaisie a rejoint les BRICS en 2024 en tant que pays partenaire et non comme membre¹².

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Malaisie se classe 51^e au classement ND-Gain, ce qui correspond à un niveau de risque physique moyen. Les principales expositions sont dans le domaine de l'habitat, de l'alimentaire et de l'eau. La Malaisie possède toutefois des atouts au niveau de ses infrastructures en termes d'adaptation aux risques physiques.

Signataire des accords de Paris, la Malaisie s'est engagée à atteindre la neutralité carbone à horizon 2050, avec comme objectif intermédiaire de réduire d'ici 2030 les émissions de gaz à effet de serre par unité de PIB de 45 % par rapport au niveau de 2005. Sur la période 2016-2020, 24 Mds MYR (2 % du PIB de 2016) ont été investis pour renforcer la résilience aux risques climatiques (sécurité alimentaire, gestion de l'eau, protection contre la montée des eaux) et des investissements dans les énergies vertes (capacités hydroélectriques notamment) ont été lancés. En outre, la Malaisie envisage de mettre en place des taxes sur le carbone et un système d'échange de quotas d'émission.

Malaisie : production d'électricité par sources, en % (2021=177,25 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

¹⁰ Les banques malaisiennes ont accès à des outils de financement extérieur de court terme, mode de financement conventionnels pour des banques de standing international. Cela expose néanmoins à des risques de refinancement en cas de remontée des taux, à une hausse du coût des outils de couverture.

¹¹ L'ethnie malaise représente 60 % à 70 % de la population mais seulement 19 % des richesses totales environ. Depuis 1971, les malais

bénéficient de programmes de discrimination positive (préférences de recrutement jusqu'à 30 % pour les entreprises domestiques et étrangères, représentation dans les directions, places à l'université...).

¹² Dans ce cadre, la Malaisie ne dispose pas de droit de vote au sein des BRICS mais peut accéder aux financements de la banque NBD.



Le risque de transition reste non négligeable étant donné la spécialisation du pays dans le secteur des hydrocarbures. La part des ENR dans la consommation

d'énergie progresse, passant de 10 % en 2015 à 20 % en 2021 selon BP.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.